



## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

# Synthèse annuelle 2025

Une économie stabilisée, mais sans nouveau souffle

Après une fin d'année 2024 marquée par des mouvements sociaux, l'économie martiniquaise a amorcé un redressement progressif, avec un indicateur du climat des affaires (ICA) qui est repassé au-dessus de sa moyenne de longue période en début d'année. Ce retour à l'équilibre s'est ensuite consolidé, comme le matérialise la progression de 5 points de l'ICA moyen sur l'année, mais sans pour autant qu'un véritable élan ne semble se dessiner, dans un contexte où l'incertitude est toujours prégnante pour les chefs d'entreprise.

De plus, l'activité des entreprises s'est progressivement redressée au cours de l'année, mais sans véritablement laisser présager qu'elle évolue dans une zone de croissance. En effet, selon les chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture, la variation annuelle du chiffre d'affaires du secteur marchand serait nulle (valeur médiane). Le marché de l'emploi est en berne et semble encore porter les stigmates de la fin d'année 2024. Les investissements évoluent sans réelle dynamique, alors que la consommation des ménages se maintient, soutenue par une baisse de l'inflation et des coûts de financement.

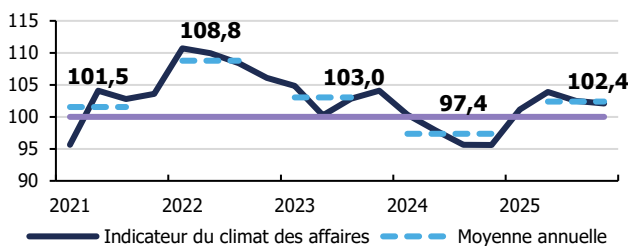
La situation des secteurs d'activité reste contrastée, le secteur primaire et le BTP sont toujours fragilisés, tandis que le tourisme est porté par le dynamisme de l'activité croisière. Le niveau de défaillances des entreprises martiniquaises, en hausse tendancielle, constitue un point de vigilance.

## Une année sans relief

### Une amélioration timide de l'ICA en 2025

En 2025, l'ICA s'est progressivement redressé après un dernier trimestre 2024 marqué par le mouvement contre la vie chère. Il s'établit en moyenne à 102,4, en hausse de 5 points par rapport à 2024, traduisant un retour à la normale du climat des affaires.

**Indicateur du climat des affaires**  
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture

©IEDOM

Les chefs d'entreprise sont cependant pessimistes pour le début de l'année 2026 et n'anticipent pas de rebond de l'activité à court terme.

### Les marchés de l'emploi et du travail malmenés

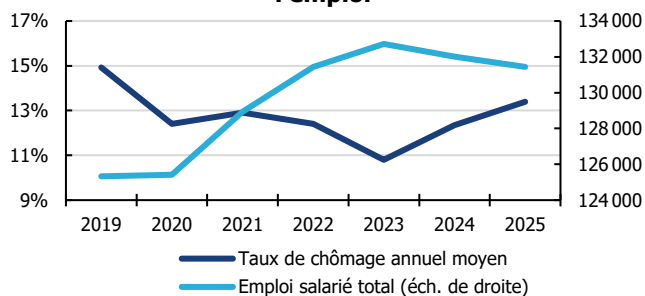
Le marché de l'emploi montre toujours des signes de fragilité en 2025. Les effectifs salariés reculent de 0,4 % sur un an, avec la poursuite de la baisse de l'emploi privé (-0,7 % sur un an et -1,7 % depuis le point haut de mi-2023). Ce recul annuel représente une perte de 580 emplois pour le secteur privé.

Reflète de l'activité économique peu dynamique en 2025, le nombre d'intérimaires enregistre également un recul de 6,5 % en moyenne sur l'année 2025, soit environ 170 intérimaires en moins. Ce constat est corroboré par la baisse du volume d'heures rémunérées des salariés en moyenne sur l'année 2025 (-0,9 %).

Parallèlement, le marché du travail montre également des signes de tension avec un taux de chômage en progression à 13,4 % en 2025, contre 12,4 % en 2024 et 10,8 % en 2023. Selon l'Insee, le nombre d'inscrits à France Travail (hors RSA et jeunes en parcours) serait en hausse de 1,7 % pour la catégorie A et de 1,6 % pour les

catégories A, B, C entre les quatrièmes trimestres 2024 et 2025<sup>1</sup>.

### Évolution du marché du travail et de l'emploi



Source : Insee

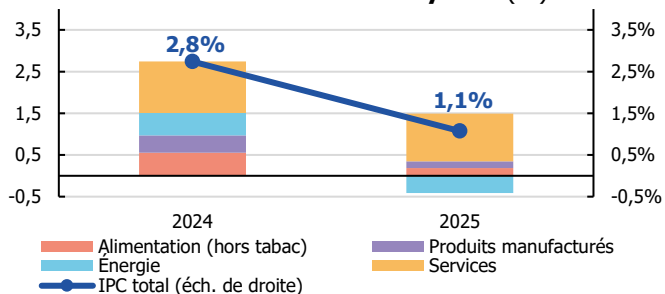
©IEDOM

### L'inflation s'est modérée et stabilisée

Après un net repli en début d'année, l'inflation s'est maintenue à un niveau stable en 2025 (moyenne annuelle à +1,1 %), affichant une baisse sensible par rapport à 2024 (+2,8 % en moyenne). Elle s'établit à un niveau légèrement supérieur à celui de la France (+0,9 % en moyenne annuelle). Dans la continuité de 2024, les services en demeurent le principal moteur : leurs prix ont augmenté de 2,6 % en moyenne. À l'inverse, les prix de l'énergie se sont en moyenne repliés par rapport à 2024 (-4,8 %), contribuant négativement à l'inflation à hauteur de -0,4 point. L'alimentation et les produits manufacturés apportent chacun une contribution plus modeste (+0,2 point).

En glissement annuel à fin décembre, l'inflation atteint 1,0 %. Selon les dernières projections de la Banque de France<sup>2</sup>, l'inflation pourrait atteindre un pic de 2,5 % dans un scénario défavorable, et jusqu'à 3,3 % dans un scénario très défavorable, en raison de la flambée des prix des hydrocarbures consécutive au déclenchement du conflit en Iran fin février 2026.

### Contribution des composantes (pp) à l'inflation annuelle moyenne (%)



Source : Insee

©IEDOM

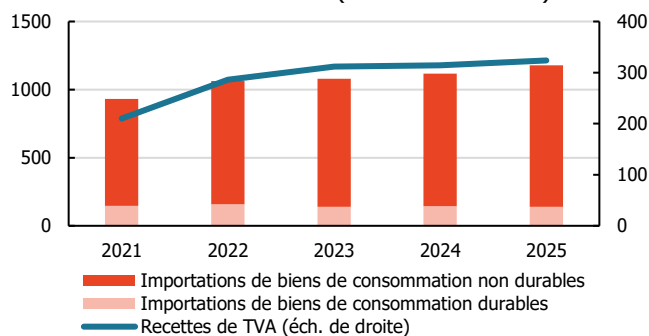
Suite aux manifestations contre la vie chère et au protocole d'accord signé fin 2024 visant à baisser les prix de 69 familles de produits de consommation courante (soit 6 000 références), un nouveau bilan général a été réalisé à fin octobre 2025<sup>3</sup>. Celui-ci annonce une baisse de prix de 10,5 % en moyenne pour 54 familles de

produits pour lesquelles l'octroi de mer et la TVA ont été fixés à zéro, et de 6,6 % pour les autres familles de produits bénéficiant d'une mise à zéro de la TVA seulement. Au total, ce serait ainsi 92 % des références (parmi les 54 familles citées ci-dessus) qui auraient vu leur prix diminuer depuis ce début d'année 2025. En parallèle, l'indice des prix alimentaires a progressé de 0,7 % entre la mise en place du protocole en octobre 2024 et décembre 2025, contre 2,4 % pour la Guadeloupe qui n'a pas bénéficié de ce protocole.

### La consommation semble se maintenir

En 2025, la consommation des ménages présente un léger dynamisme. Ce diagnostic repose principalement sur des recettes de TVA en hausse de 3,0 % sur l'année et sur la progression des importations de biens de consommation non durables (+6,9 % en valeur). Toutefois, cette évolution doit être interprétée avec prudence car elle intervient après une fin d'année 2024 difficile dans un contexte de crise sociale contre la vie chère, ce qui pourrait plutôt traduire un effet de reconstitution des stocks. Par ailleurs, plusieurs indicateurs restent mal orientés : les importations de biens de consommation durables et les immatriculations de véhicules pour les particuliers sont en baisse respectivement de 4,4 % et 1,0 % par rapport à 2024. Si le repli des immatriculations de véhicules contraste avec la hausse de 4,2 % des crédits à la consommation des ménages entre 2024 et 2025, il peut refléter un effet prix, avec des véhicules plus chers à l'achat.

### Importations de biens de consommation et recettes fiscales (en millions d'euros)



Source : Douanes

©IEDOM

La fin d'année a été marquée par un essoufflement de la consommation courante, visible à la fois dans les importations de biens de consommation non durables (- 4,4 % CVS par rapport au trimestre précédent) et les recettes de TVA (-3,3 %). Cela s'accompagne également d'une plus forte vulnérabilité pour une partie des ménages martiniquais avec une hausse importante du nombre total de dossiers déposés à la commission de surendettement en 2025 (+28,6 % par rapport à 2024), cette hausse est en partie imputable à une meilleure visibilité du dispositif.

<sup>1</sup> En l'absence du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations entré en vigueur en juin 2025 et des changements dans les règles d'actualisation subvenus au premier semestre 2025.

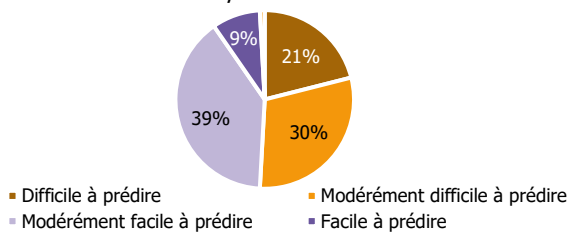
<sup>2</sup> <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/projections-macroeconomiques-intermediaires-mars-2026>

<sup>3</sup> <https://www.martinique.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Consommation-et-commerce/Lutte-contre-la-vie-chere/Bilan-general-a-fin-octobre-2025-Protocole-de-lutte-contre-la-vie-chere-signé-le-16-octobre-2024>

## L'incertitude pèse sur l'investissement

Les incertitudes budgétaires au niveau national et les tensions liées aux droits de douane à l'international ont largement pesé sur la confiance des chefs d'entreprise martiniquais. Selon l'enquête de conjoncture du quatrième trimestre 2025, 51 % des répondants estiment qu'il est difficile ou modérément difficile de prédire l'évolution future de la situation de leur entreprise. Certains secteurs d'activité, notamment le BTP et l'industrie, paraissent particulièrement exposés à une forte incertitude, tant concernant l'évolution de leur activité que la mise en œuvre de nouvelles mesures fiscales.

**Réponse à la question : "Estimez-vous que l'évolution future de la situation de votre entreprise est :"**



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

©IEDOM

En parallèle, les importations de biens d'investissement sont néanmoins dynamiques en 2025 et enregistrent une hausse de 7,9 % (en valeur), bien qu'en partie liée aux importations réalisées pour les travaux portuaires. Les immatriculations de véhicules utilitaires reculent en revanche de 25,0 % par rapport à 2024, prolongeant la baisse déjà observée l'an dernier. Les crédits à l'investissement des entreprises ont également baissé de 2,0 % sur l'année, affichant un réel changement de dynamique après plusieurs années de hausse.

## Le déficit commercial reste stable

En valeur, les importations hors produits pétroliers augmentent en 2025 par rapport à 2024 (+5,2 %), tandis qu'elles diminuent légèrement en volume (-2,7 %).

Les exportations hors produits pétroliers sont, elles, en baisse de 7,3 % sur l'année (en valeur). Cette baisse ne se retranscrit en revanche pas dans les volumes exportés (hors produits pétroliers) qui augmentent de 4,6 %. On remarque notamment une baisse de 6,9 % des exportations de produits agroalimentaires en valeur, ainsi que de 22,7 % des exportations de matériel de transport pour la construction automobile, mais aussi navale et aéronautique.

Au total (produits pétroliers inclus), les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 5,5 % et 1,6 % par rapport à 2024. Le déficit commercial se maintient à 2,9 milliards d'euros.

## Des difficultés perceptibles dans une majorité de secteurs

### Secteurs primaire et agroalimentaire : des fragilités toujours présentes

Le solde d'opinion sur l'activité des entreprises du secteur agricole et agroalimentaire était très fortement dégradé au premier semestre et s'est légèrement amélioré en fin d'année. Sur l'année, les entreprises déclarent un chiffre d'affaires médian en repli de 3 %.

Certaines activités affichent une dynamique un peu plus favorable. Les exportations de bananes et de rhum progressent respectivement de 4,4 % et 1,8 % en volume, par rapport à 2024. La campagne cannière 2025 voit une hausse des tonnages broyés (+4,1 %), avec toutefois une baisse de la teneur en sucre. Cela a notamment affecté la production de l'usine du Galion qui a atteint un point bas historique en 2025 avec seulement 262 tonnes de sucre produites. La campagne 2026 est porteuse d'espoir avec un objectif de production d'au moins 2 000 tonnes.

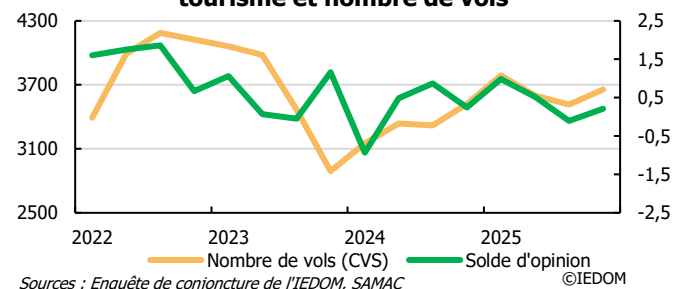
Enfin, la situation reste orientée à la baisse dans la production animale avec un recul du volume total d'abattages (-4,4 %), et plus particulièrement dans la filière porcine (-6,0 %).

### Tourisme : un secteur qui a le vent en poupe grâce aux croisiéristes

La Martinique a accueilli 1 029 863 touristes en 2025, contre 988 301 en 2024, soit une hausse de 4 %. Bien que le nombre de passagers à l'aéroport et le nombre de vols soient en hausse (respectivement +2,3 % et +9,2 % par rapport à 2024), le nombre de nuitées hôtelières est en baisse de 7,0 % sur l'année.

Une partie de cette baisse étant liée à la fermeture de l'hôtel de la Batelière et à la poursuite du développement de l'offre de location saisonnière.

### Solde d'opinion sur l'activité dans le tourisme et nombre de vols



Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, SAMAC

©IEDOM

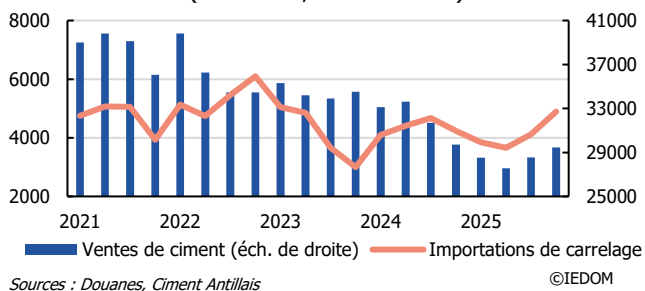
L'activité de croisière a été plus dynamique avec une hausse du nombre de croisiéristes de 19,7 % par rapport à 2024. Une partie de cette augmentation s'expliquant par l'accueil de navires de plus grandes capacités. Ce dynamisme entraîne des conséquences directes sur les autres infrastructures liées à l'activité touristique. En effet, 15 % des passagers de l'aéroport sont des croisiéristes, dont une partie provenant de pays étrangers. Cette évolution positive s'inscrit dans une stratégie de développement de cette filière avec l'arrivée de 30 nouveaux bateaux pour la haute saison 2025-2026.

Seule ombre au tableau côté maritime, le trafic inter-îles est en recul de 9,1 % sur l'année. Une baisse qui s'explique en partie par des contraintes techniques sur certains navires.

## Bâtiment et Travaux Publics : une année difficile

Les indicateurs économiques dans le secteur du BTP sont globalement mal orientés en 2025. Les mises en chantier reculent de 4,3 % et le chiffre d'affaires médian déclaré par les entreprises du secteur recule de 5 % par rapport à 2024. Les importations de carrelage sont en baisse de 5,1 % et les ventes de ciment chutent de 11,2 % par rapport à 2024. Dans le détail de l'année, on observe un point bas de ces indicateurs au deuxième trimestre et une légère remontée en fin d'année, laissant entrevoir une potentielle reprise en 2026. L'annonce d'un plan de relance pour le logement social d'un montant de 300 M€ permet également de donner de la visibilité aux entreprises du secteur.

**Indicateurs de l'activité du BTP**  
(en tonnes, données CVS)



Toutefois des incertitudes demeurent, notamment avec l'entrée en vigueur du MACF (Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières). Le coût de production du ciment

## L'activité bancaire croît à un rythme ralenti<sup>4</sup>

Fin 2025, l'encours de crédits atteint plus de 13 milliards d'euros en Martinique, dont environ 78 % portés par des établissements bancaires ou sociétés de financement installés localement. En contrepartie, les dépôts bancaires se rapprochent des 11 milliards d'euros, dont 91 % collectés par les établissements locaux. Ces derniers concentrent 1,1 million de comptes bancaires, dont environ 480 000 comptes de dépôts à vue (soit 3,1 comptes bancaires par habitant, dont 1,3 compte de dépôt à vue).

### Des financements aux entreprises en repli, reflet des difficultés sectorielles

Du côté des entreprises, l'encours global de crédits se replie en 2025 (-2,2 %, après +3,8 % en 2024). La composante principale, les crédits à l'investissement, marque une réelle évolution avec une baisse de l'encours (-2,0 % en 2025), qui fait suite au net ralentissement constaté l'année précédente (+3,5 % en 2024 contre +7,1 % en 2023), traduisant une production de crédits moins bien orientée. L'attentisme semble de rigueur, et la plupart des secteurs d'activité connaissent une contraction de leurs encours.

est directement impacté par la mise en place de cette nouvelle réglementation européenne. Les simulateurs mis en place par l'Etat évaluent la hausse du coût à environ 30 %.

## Commerce : un secteur qui peine à rebondir

L'enquête de conjoncture révèle que le solde d'opinion relatif à l'activité des entreprises qui s'était fortement dégradé fin 2024 ne s'est que peu redressé en 2025 démontrant un pessimisme marqué des entreprises dans ce secteur. Le chiffre d'affaires des entreprises du secteur afficherait une timide hausse en 2025 (+1 % en valeur médiane).

**Soldes d'opinion d'activité des entreprises du commerce**

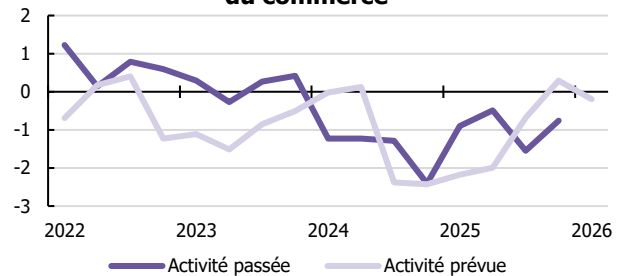
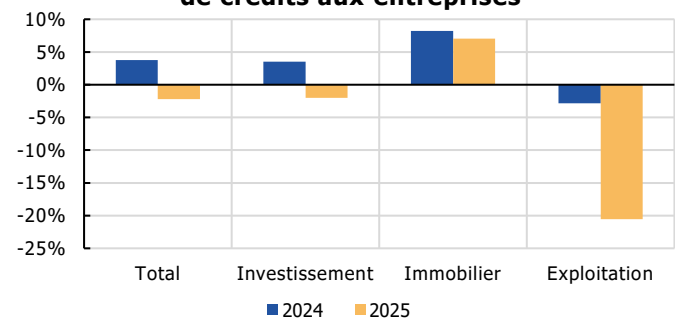


Illustration de ces fragilités, les soldes d'opinion sur la trésorerie et sur les délais de paiement sont également restés mal orientés cette année.

Celle-ci est particulièrement marquée dans l'industrie (-20%), le commerce (-11 %) et dans les activités financières (-14 %), qui regroupent notamment des holdings de groupes.

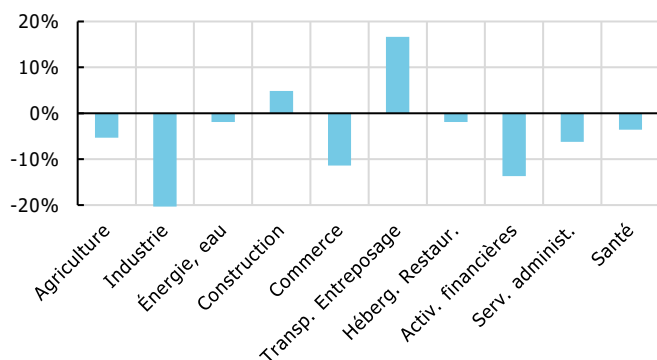
**Évolution annuelle des encours de crédits aux entreprises**



<sup>4</sup> Les données relatives aux encours de crédits et de dépôts tiennent compte de l'ensemble des établissements de crédit intervenant sur le territoire, qu'ils soient installés localement ou non. À noter qu'en dépit de l'enrichissement de la collecte de données en 2025, les variations ici présentées tiennent compte d'un périmètre d'analyse stable (on recense un nombre important de nouveaux établissements non installés localement sur l'année, ces établissements ont donc été exclus de l'analyse).

En revanche, le secteur des transports et entreposage reste dynamique, avec une croissance soutenue des encours (+17 %), en partie liée aux travaux d'extension et de modernisation du Grand Port. Les sociétés du BTP et celles œuvrant dans le secteur de l'immobilier enregistrent également une hausse des encours (respectivement +5 % et +3 %); ces deux secteurs relèvent toutefois de réalités bien différentes, puisque le secteur du BTP ne représente que 4 % des financements des entreprises, quand le secteur immobilier en représente 43 %.

### Évolution de l'encours de crédits des principaux secteurs d'activité en 2025



Source : IEDOM (collecte SCR)

©IEDOM

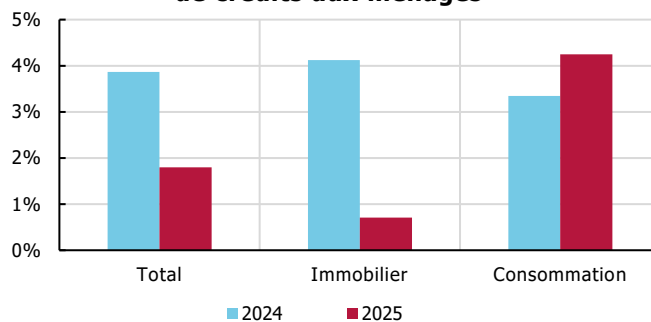
Après les crédits à l'investissement, les crédits immobiliers<sup>5</sup> constituent la 2<sup>e</sup> composante des encours des entreprises. Ils demeurent orientés en nette hausse (+7,0 % en 2025, après déjà +8,2 % en 2024). Cette augmentation s'explique principalement par les financements accordés aux bailleurs sociaux pour la construction et l'entretien du parc de logements sociaux du territoire (3/4 de la hausse environ). Par ailleurs, il semble que si les entreprises se montrent attentistes quant à leurs investissements productifs, elles soient de plus en plus nombreuses à se diversifier dans des activités immobilières, d'où une part croissante des financements immobiliers dans l'encours des entreprises (23 % en 2025, contre 20 % en 2023).

S'agissant des crédits d'exploitation, ils reculent de façon marquée en 2025 (-20,5 %, après -2,8 % en 2024). Ils se composent principalement de crédits de trésorerie (78 %), qui diminuent régulièrement avec le remboursement des PGE<sup>6</sup>. Les crédits d'exploitation regroupent également des découverts et de l'affacturage (respectivement 14 % et 8 %), ces deux catégories enregistrant aussi des baisses d'encours en 2025.

### Un fort ralentissement des crédits à l'habitat

L'encours global des crédits aux ménages continue à progresser en 2025, mais à un rythme ralenti par rapport à l'année précédente (+1,8 % après +3,9 %).

### Évolution annuelle des encours de crédits aux ménages



Source : IEDOM (collecte RUBA)

©IEDOM

La production de crédits à l'habitat, en retrait depuis 2023, reste modérée en 2025. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce ralentissement, comme les prix élevés des biens, des capacités d'endettement réduites, le manque de foncier disponible, etc. L'impact du ralentissement de la production sur l'encours de crédits, qui jusque-là était limité, devient conséquent. Ainsi, les crédits à l'habitat augmentent de 0,7 % en 2025, contre respectivement +4,1 % et +4,4 % en 2024 et 2023.

Pour leur part, les crédits à la consommation demeurent dynamiques en 2025 (+4,2 %, après +3,3 % en 2024), et contribuent au maintien de la consommation des ménages. Ils sont notamment tirés à la hausse par les financements de travaux effectués dans la perspective d'un usage locatif d'un bien immobilier. Pour autant, il convient de noter que la hausse des prix sur le marché automobile participe à la hausse des crédits à la consommation. Dans le détail, l'encours des prêts personnels croît de 3,3 %, et celui du crédit-bail de 17,2 %. La location avec option d'achat (LOA) continue à se développer sur le territoire, bien que l'encours du crédit-bail reste marginal dans le total des crédits à la consommation (8 %, contre 89 % pour les prêts personnels<sup>7</sup>).

### Des financements en hausse pour les collectivités locales

Parmi toutes les catégories d'agents économiques, seules les collectivités locales connaissent une accélération de l'augmentation de leur endettement en 2025. Leur encours global de crédits augmente de 8,1 % sur l'année, après +5,4 % en 2024. À noter que la tendance est haussière depuis trois ans, mais que l'encours n'avait cessé de reculer entre 2015 et 2022 (hors année atypique 2020). En 2025, les crédits d'investissement enregistrent une hausse de 9,1 %, alors que les crédits d'exploitation se replient de 18,2 %. Cette évolution peut être interprétée comme un signal positif, avec des communes qui bénéficient du soutien de leurs partenaires financiers pour accompagner leurs investissements.

<sup>5</sup> À ne pas confondre avec les crédits du secteur immobilier évoqués juste avant.

<sup>6</sup> Prêts garantis par l'État, dans le cadre des mesures mises en place pendant la crise Covid.

<sup>7</sup> Le reliquat est constitué des découverts.

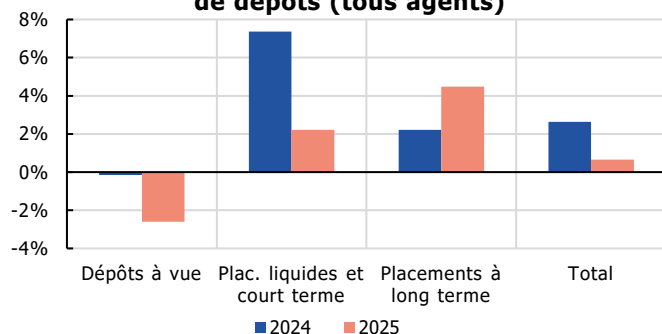
## Un net ralentissement de l'épargne, mais un intérêt marqué pour l'assurance-vie

Toutes catégories d'agents confondues, les dépôts bancaires progressent de 0,7 % en 2025, après +2,6 % l'année précédente.

Les dépôts à vue, stabilisés en 2024, reculent en 2025 (-2,6 %). Une partie des fonds est réallouée aux placements liquides et à court terme, qui enregistrent une hausse globale de 2,2 %. Dans le détail, l'encours des comptes épargne progresse de 1,8 %, et celui des placements à court terme indexés sur les taux du marché de 3,2 %. Les hausses observées sur ces comptes et placements s'inscrivent bien en deçà de celles connues en 2024, compte tenu de la baisse des taux en 2025. À titre d'exemple chez les ménages, l'encours des comptes à terme et celui des livrets A augmentent respectivement de 12,9 % et 0,6 % en 2025, contre +21,8 % et +5,4 % en 2024.

Les placements à long terme tirent davantage leur épingle du jeu. Leur croissance s'accélère en 2025 (+4,5 % après +2,2 %), portée par l'assurance-vie (+8,2 % après déjà +5,5 %, chez les ménages). L'assurance-vie, qui constitue l'un des placements préférés des Français, concentre environ 19 % des dépôts bancaires collectés en Martinique.

### Évolution annuelle des encours de dépôts (tous agents)



Source : IEDOM (collecte RUBA)

©IEDOM

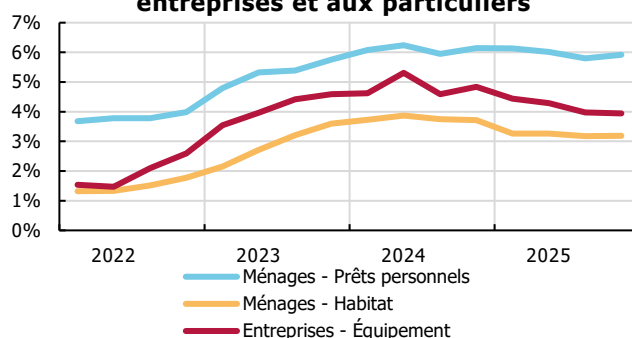
## Une détente sur les taux d'intérêt

En 2025, la baisse des taux s'est poursuivie jusqu'à mi-année, dans un contexte d'assouplissement progressif des conditions monétaires, entamé par la BCE à partir de juin 2024.

Les taux moyens des crédits bancaires suivent la même trajectoire, ainsi la plupart des taux moyens des crédits se contractent en Martinique en 2025.

S'agissant des entreprises, le taux moyen des crédits à l'équipement diminue de 90 points de base (pdb) et s'établit à 3,94 %. Du côté des ménages, le taux moyen des crédits à l'habitat se replie de 53 pdb pour atteindre 3,19 %, tandis que le taux moyen des prêts personnels fléchit à 5,92 % (-22 pdb).

### Taux moyens des crédits aux entreprises et aux particuliers



Sources : IEDOM, Banque de France

©IEDOM

## Une dégradation du risque

L'encours brut de crédits douteux (pour lesquels les banques estiment qu'il existe un risque significatif de non-remboursement) s'établit à plus de 700 millions d'euros en 2025. Cela représente 5,3 % de l'encours total, soit une légère hausse, de l'ordre de +0,2 pt, sur un an.

Par ailleurs, certains indicateurs de vulnérabilité s'inscrivent en nette dégradation. Outre l'augmentation du nombre de dépôts de dossiers de surendettement déjà évoquée *supra*, le nombre d'incidents enregistrés<sup>8</sup> au FICP (fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers) croît également de 6 % en 2025, après une augmentation de 4 % déjà constatée en 2024.

<sup>8</sup> Il est ici question du stock d'incidents en cours (non encore régularisés), et non des nouveaux incidents enregistrés (flux).

## Perspectives 2026 : un nouvel élan à insuffler

Face à la persistance des incertitudes économiques, sociales et dans un contexte de déclin démographique, la Martinique est appelée à engager une transformation durable et structurante de son modèle de développement.

Cette ambition ne peut se limiter à une relance conjoncturelle : elle implique la modernisation en profondeur des secteurs clés, l'accélération résolue de la transition écologique et énergétique.

La réussite de cette trajectoire repose sur une capacité collective à structurer les filières émergentes, à concentrer l'investissement productif et à accompagner les entreprises vers une montée en gamme durable. Dans un territoire encore fortement dépendant des énergies fossiles et exposé aux effets du changement climatique, la transition énergétique constitue à la fois une nécessité stratégique dans un contexte d'augmentation des cours du pétrole suite au conflit au Moyen-Orient, et une opportunité de création de valeur et d'emplois pérennes.

Cette transformation ne pourra toutefois aboutir sans un recours accru à l'intelligence collective. La coordination des acteurs publics et privés, la mutualisation des compétences et la construction de visions partagées sont indispensables pour dépasser la fragmentation des initiatives et renforcer l'efficacité des politiques menées.

Enfin, la soutenabilité de ce nouveau modèle repose sur sa capacité à préserver et renforcer la cohésion sociale. Dans un contexte de vulnérabilités persistantes, la transition doit être juste et inclusive, afin de garantir l'adhésion de la population et de faire du développement économique un levier concret d'amélioration des conditions de vie.

C'est à ce prix que la Martinique pourra transformer ses contraintes en opportunités et s'affirmer, à l'horizon 2026 et au-delà, comme un territoire résilient, attractif et moteur de solutions durables à l'échelle de la Caraïbe.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : **P. CROISSANDEAU** ■ Responsable de la rédaction : **A. BOILEAU**

Rédaction : **A. BOILEAU, E. COYAN, M. GOSMAS, C. LUIS**